

## AFP- Liaisons Sociales Du 29 septembre 2011

### Marseille installe un Comité d'orientation pour l'emploi élargi

29/09/2011 - Marché du travail et emploi

Par Nathalie Bureau du Colombier - Liaisons Sociales

**MARSEILLE, 29 septembre 2011 -A Marseille, le Comité d'orientation pour l'emploi (COE), installé officiellement ce jeudi 29 septembre, regroupe 150 acteurs publics et privés de l'emploi.**

Cette nouvelle instance est chargée de « définir une stratégie pour impulser les grandes orientations d'une politique dynamique de l'emploi », a indiqué Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille et président de la Maison de l'Emploi qui a inscrit la création de cette nouvelle structure à son cahier des charges 2011-2014.

Point de départ de ce comité, la présentation d'un diagnostic territorial de l'emploi et de la formation à Marseille et au territoire d'Allauch, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons qui définit quatre enjeux pour la ville et l'élaboration d'une stratégie et des actions concrètes à conduire. Il s'agira d'accompagner le « développement économique, l'attractivité du territoire, l'élévation du niveau de qualification des publics et l'évolution des besoins en ressources humaines pour répondre aux besoins des entreprises ».

#### Exemple à suivre

Les autres objectifs portent sur « la mobilité comme enjeu d'accès et de maintien en emploi » ainsi que sur le « développement territorial et l'égalité des chances sur le territoire ». Pour Isabelle Eynaud-Chevalier, chef du service des politiques de l'Emploi et de la formation professionnelle à la direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle, ce premier COE élargi est un exemple à suivre. Elle souhaite que d'autres Maisons de l'Emploi s'inspirent de cette démarche qui « permet de mobiliser les ressources et d'accompagner les grands projets ».

#### Un COE exhaustif

D'autres COE sont déjà en place, à Toulouse et Perpignan. « Nous avons souhaité que le COE de notre territoire soit le plus exhaustif possible, réunissant, outre l'Etat, les collectivités territoriales, Pôle Emploi, l'Alfa, mais aussi des chercheurs, des universitaires, les acteurs du monde économique, les partenaires sociaux ainsi que des personnalités qualifiées », a ajouté Jacques Rocca Serra.

Le COE, inscrit dans le cadre du plan de mobilisation gouvernemental pour l'emploi, devrait « se réunir quatre fois par an avec une à deux assemblées plénières par an afin d'actualiser le diagnostic et assurer un suivi des actions », a ajouté Laurence Fontaine, directrice de la Maison pour l'Emploi, établissement cofinancé par l'Etat et la ville.

Bilan Presse Intermédiaire MDE au 05 octobre 2011

## Société

**Emploi.** Marseille a lancé hier un comité de lutte contre le chômage.

# Le pronostic vital est engagé

LA MARSEILLAISE

Du 30 septembre 2011

■ Et un de plus, un ! Hier, Marseille s'est doté d'un nouvel organe chargé de poser un diagnostic sur le chômage local. Chapeauté par la Maison de l'emploi de Marseille (MDEM), ce « comité d'orientation pour l'emploi » (COE) devra, en outre, évaluer les dispositifs d'insertion actuels et proposer des solutions. Cette vaste mission incombera à près de 150 personnes, qui se réuniront en séance plénière une à deux fois par an. La particularité de ce comité ? Regrouper cinq collèges différents, à savoir les partenaires sociaux, le monde économique, le secteur de l'insertion, la recherche et les institutionnels. Aux dires de Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire et président de la MDEM, « cette instance devra définir une stratégie pour impulser les grandes orientations d'une politique dynamique de l'emploi ».

Dans son discours d'ouverture, le sénateur-maire UMP Jean-Claude Gaudin s'est voulu optimiste. « Le chômage s'accroît moins fortement à Marseille par rapport à l'ensemble de la région (4,7% contre 6,7%) », se félicite ainsi le premier magistrat, avant de s'enorgueillir d'une « politique de grands travaux et d'accueil de grands événements ».

Ce qui aurait permis à Marseille de « mieux résister à la crise »...

### NetCacao aux oubliettes

Reste que Marseille présente bien des difficultés en terme d'accès à l'emploi. Selon Catherine Eynaud-Chevalier, de la Direction générale du travail, de l'emploi et de la formation (DGEFP), plusieurs enjeux sont à relever, à commencer par l'augmentation du niveau de formation de la population, le soutien à la mobilité ou encore le travail des femmes.

L'avenir (ou le passé) industriel de la ville n'a, en revanche, pas été évoqué hier matin, en ouverture de séance. Aucune allusion, par exemple, à la disparition de NetCacao... Pas de quoi étonner Mireille Chessa, secrétaire de l'Union départementale CGT, mentionnée comme membre du comité de pilotage du tout nouveau COE. « Je n'y siégerai pas, lâche-t-elle. En fait, tous ces organismes ne servent pas. Tant qu'on n'inversera pas la vapeur, ça ne marchera pas. Au lieu de prioriser les dividendes, il faut s'occuper des salariés... La fermeture de LyondellBasell est grave. Cela peut impacter 35 000 emplois autour de Berre. »

MARJOLAINE DUB.



« Le chômage s'accroît moins fortement à Marseille par rapport à l'ensemble de la région », selon Jean-Claude Gaudin. A voir si ce constat suffit à enrayer les fermetures de sites industriels...

Bilan Presse Intermediaire MDE au 05 octobre 2011

## LA PROVENCE (édition d'Etang)

Du 30 septembre 2011

Marseille

### Plus de 150 spécialistes pour relancer l'emploi

#### La Maison de l'Emploi s'est dotée d'un comité d'orientation pour agir.

Lutter contre le chômage. A Marseille, cet objectif a toujours été une priorité. Et c'est pour cela que la "Maison de l'Emploi" est née en 2007. Présidée par Jacques Rocca Serra, elle intervient sur le territoire des communes de Marseille, d'Aliauch, de Plan-de-Cuques et de Septèmes-les-Vallons. Sa mission : observer avec les acteurs de l'emploi les évolutions et contribuer à la mise en œuvre de dispositifs adaptés.

Hier, cette Maison a été dotée d'un comité d'orientation. "Il lui fallait un outil opérationnel qui puisse évaluer les politiques publiques et impulser les grandes orientations d'une politique dynamique de l'emploi", soulignait le maire Jean-Claude Gaudin. "Comme l'Etat le demande dans son nouveau conventionnement avec les Maisons de l'Emploi, la création de ce comité a pour but de rassembler, de réfléchir, de proposer et de faire agir tous ensemble. C'est pourquoi plus de 150 personnes spécialisées dans l'emploi y participeront", complétaient Jacques Rocca Serra.

L'heure est donc à la mobilisation. Certes, Marseille a bien résisté à la crise. Son taux de chômage, de 21,5 % en 1995 a été

ramené à 13,3 % fin de 2010 et reste stable. Mais depuis plusieurs mois, la reprise est ici plus timide. Et dans une période où l'environnement est agité et inquiet, au point que les prévisions de croissance sont revues à la baisse, les particularités du territoire sur lequel la Maison de l'Emploi intervient sont à prendre à bras-le-corps. "L'emploi reste un sujet complexe et difficile ou tout semble figé et impossible à changer", avoue Jacques Rocca Serra.

Pourquoi ? "Il y a beaucoup d'inadéquations entre l'offre et la demande, il n'y a pas toujours de bonnes formations, cela malgré les efforts de chacun. L'alternance et l'apprentissage ne sont pas assez développés. Tout cela malgré 475 organismes qui s'en occupent sur notre territoire".

Du coup, la demande d'emploi progresse ici toujours plus vite que la moyenne nationale. Soit + 4,9 % sur une année (au 30 juin) avec 75 140 inscrits auprès de Pôle Emploi. Les territoires où les demandeurs d'emploi ont le plus augmenté, ainsi que le rapporte notre infographie, sont Plan-de-Cuques, Allauch, les 11e et 16e arrondissements.

En revanche, globalement, Marseille fait mieux que le département des Bouches-du-Rhône (+ 5, %). "Ce qui montre que

Marseille continue de résister", commente Patrick Tanguy, le responsable du pôle développement économique de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Marseille (Agam).

Mais si tel est le cas, c'est parce qu'il y a un apport extérieur, une attractivité".

C'est le cœur du problème : Marseille "reste une ville où 25 % des actifs n'ont aucun diplôme. C'est la proportion la plus importante des grandes villes". Par ailleurs, quand le taux de scolarisation des autres grandes villes fluctue entre 69 % et 78 %, Marseille culmine à 59 %. Enfin, seulement 13,9 % des Marseillais ont un bac + 2. Qu'on ajoute à cela les problèmes de mobilité et de précarité, alors le propos de Jacques Rocca Serra sur "les inadéquations" entre offres et demandes prend tout son sens. De là à penser qu'au-delà de l'emploi il y a surtout la bataille de la qualification, il n'y a qu'un pas. Jean-Luc CROZEL

## LA PROVENCE (édition Marseille)

Du 30 septembre 2011

### 150 "stratégues" pour relancer l'emploi à Marseille

La Maison de l'emploi s'est dotée d'un comité d'orientation pour agir

Lutter contre le chômage. À Marseille, l'objectif a toujours été une priorité. Et c'est pour cela que la "Maison de l'emploi" est née en 2007. Présidée par Jacques Rocca Serra, elle intervient sur le territoire des communes de Marseille, d'Allauch, de Plan-de-Cuques et de Septèmes-les-Vallons. Sa mission : observer, avec les acteurs de l'emploi, les évolutions et contribuer à la mise en œuvre de dispositifs adaptés.

Hier, cette Maison a été dotée d'un comité d'orientation. "Il lui fallait un outil opérationnel qui puisse évaluer les politiques publiques et impulser les grandes orientations d'une politique dynamique de l'emploi", soulignait le maire Jean-Claude Gaudin. "Comme l'État le demande dans son nouveau conventionnement avec les Maisons de l'emploi, la création de ce comité a pour but de rassembler, de réfléchir, de proposer et de faire agir tous ensemble. C'est pourquoi plus de 150 personnes spécialisées dans l'emploi y participeront", complétait Jacques Rocca Serra.

L'heure est donc à la mobilisation. Certes, Marseille a bien résisté à la crise, mieux que Lyon ou Lille. Son taux de chômage, de 21,5 % en 1995 a été ramené à 13,3 % à la fin de 2010 et reste stable. Mais depuis plusieurs

mois, la reprise est ici plus timide. Et dans une période où l'environnement est agité et inquiet, au point que les prévisions de croissance sont revues à la baisse, les particularités du territoire sur lequel la Maison de l'emploi intervient sont à prendre à bras-le-corps.

"L'emploi reste un sujet complexe et difficile où tout semble figé et impossible à changer", avoue Jacques Rocca Serra.

Pourquoi ? "Il y a beaucoup d'inadéquations entre l'offre et la demande, il n'y a pas toujours de bonnes formations, cela malgré les efforts de chacun. L'alternance et l'apprentissage ne sont pas assez développés. Tout cela malgré 475 organismes qui s'en occupent sur notre territoire." Du coup, la demande d'emploi progresse ici toujours plus vite que la moyenne nationale. Soit + 4,9 % sur une année (au 30 juin) avec 75 140 inscrits auprès de Pôle Emploi, contre 4 % au plan national. Les territoires où les demandeurs d'emploi ont le plus augmenté, ainsi que le rapporte notre infographie, sont Plan-de-Cuques, Allauch, les 11<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements.

En revanche, globalement, Marseille fait mieux que le département des Bouches-du-Rhône (+ 5, %). "Ce qui montre que

Marseille continue de résister", commente Patrick Tanguy, le responsable du pôle développement économique de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Marseille (Agam).

Puis d'ajouter : "Mais si tel est le cas, c'est parce qu'il y a un apport extérieur, une attractivité." C'est le cœur du problème : Marseille "reste une ville où 25 % des actifs n'ont aucun diplôme. C'est la proportion la plus importante des grandes villes". Par ailleurs, quand le taux de scolarisation des autres grandes villes fluctue entre 69 % et 78 %, Marseille culmine à 59 %. Enfin, seulement 13,9 % des Marseillais ont un bac + 2. Qu'on ajoute à cela les problèmes de mobilité et de précarité, notamment dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements, alors le propos de Jacques Rocca Serra sur "les inadéquations" entre offres et demandes prend tout son sens. De là à penser qu'au-delà de l'emploi il y a surtout la bataille de la qualification, il n'y a qu'un pas. Jean-Luc CROZEL.

## LA PROVENCE (édition Marseille - suite)

Du 30 septembre 2011

Le commentaire de Raymond VIDIL président de Marfret et élu de la  
CCIMP

### "Il est temps de travailler ensemble"

Membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence et à la tête de la compagnie maritime Marfret, Raymond Vidil milite pour que le territoire marseillais valorise ses atouts et ce faisant, s'attaque véritablement à réduire son taux de chômage en créant des emplois et en permettant à ceux qui vivent ici d'acquérir les qualifications nécessaires.

*"Mais pour cela, il faut qu'on passe à l'action. Jusqu'à présent, on a surtout vu ceux qui observent et dressent les constats. Il faut aller plus loin. Il faut travailler ensemble."* Puis de lancer : *"Ici, c'est un peu comme pour une ménagère qui a tous les ingrédients sur sa table de cuisine. Elle veut faire la mayonnaise, mais celle-ci ne monte pas. Est-ce un problème d'émulsion ou d'émulation ?"* Défenseur de l'entreprise, Raymond Vidil prône depuis longtemps la prise en compte des réalités de celle-ci et son ouverture aux jeunes. *"L'alternance le permet. Mais il y a une hésitation. Le*

*mécanisme reste encore trop méconnu et il y a souvent un manque d'information. De plus, les dispositifs ne sont pas toujours très simples à mettre en œuvre. C'est pourquoi la Chambre de commerce de Marseille souhaite mettre le paquet sur ce mode de formation. Il est clair que pour nous, il y a une sous-utilisation, alors que l'alternance qui fait entrer les jeunes dans l'entreprise avec un contrat de travail, permet d'une part de leur donner un regard sur ce qui se fait, et d'autre part de constituer un vivier de compétences"*.

Puis de conclure : *"L'expérience montre que lorsqu'un jeune met le doigt dans cet engrenage, il enclenche un processus qui se révèle positif."* J.-L.C.

## MARSACTU.FR

Du 03 octobre 2011

### Un comité (Théodule ?) au chevet de l'emploi à Marseille

Par Julien VINZENT le 3 octobre 2011



C'est un de ces "machins" – comme disait le grand Charles – dont on n'est jamais sûr, même après explication, de savoir s'il fonctionnera réellement et surtout s'il aura une autre utilité que d'enrichir la gamme des sigles. En l'occurrence COE. Pour comité d'orientation pour l'emploi. Qui est chapeauté par un autre sigle : la MDEM, la Maison de l'emploi de Marseille. Mais avant de vous expliquer le lien entre les deux, sa composition, ses objectifs affichés et de soupeser son intérêt (voir plus bas donc), attardons nous sur le diagnostic qui a accompagné sa création, officialisée jeudi dans la salle du conseil municipal en présence du maire. Comité Théodule ou pas, il aura au moins servi à ça...

#### L'emploi à Marseille à la loupe

Mené par la MDEM et l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam), ce travail n'avait pas été réalisé depuis 2005 : faire un tour d'horizon de la situation de l'emploi à Marseille, des enjeux, des faiblesses et des leviers d'actions potentiels. Le tout présenté en débat devant une bonne centaine de représentants de l'Etat, de collectivités, du monde économique, de structures de formation, d'insertion, d'universitaires, avec à la tribune deux invités de marque : Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique, et Isabelle Eynaud-Chevalier, chef du service politiques de l'emploi et de la formation professionnelle à la direction générale du même nom.

Ce qui a notamment permis d'aller au-delà de l'auto-satisfecit de Jacques Rocca-Serra (adjoint délégué à l'emploi et président de la MDEM), calculant que le chômage est déjà passé de 21,5% en 1995 (arrivée à la mairie de Jean-Claude Gaudin) à "12,5% avant la crise" et du "Marseille a mieux résisté", autre antienne municipale. Les "grands travaux" et les "grands événements" cités par Jean-Claude Gaudin ne sont pas les seules raisons, et Patrick Tanguy (Agam) a résumé les principales qu'il avait développées dans une interview sur Marsactu en juin : en plus d'une part importante des emplois publics – comme toutes les métropoles régionales – Marseille combine "une sur-

## MARSACTU.FR (suite)

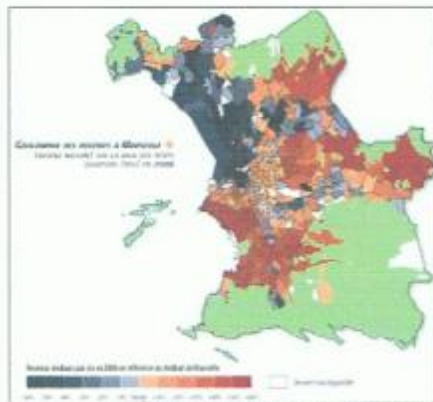
Du 03 octobre 2011

représentation de l'économie résidentielle, un emploi industriel – très sensible à la conjoncture internationale – peut présent et une diversité du tissu local, avec beaucoup de TPE et PME". Une "inertie" qui marche dans les deux sens, la reprise étant plus molle qu'ailleurs en France.

### Qualification et inégalités

Mais la partie la plus intéressante concernait les "fragilités" de Marseille. "La première est fondamentale : c'est un problème de formation et de qualification de la population. 25% des actifs sont sans diplôme, part la plus élevée des grandes villes françaises. Or, l'avenir appartient à l'emploi qualifié et cette situation peut entraver le développement économique de la ville", a posé Patrick Tanguy. "Attention, il ne s'agit pas d'avoir la religion du diplôme, de savoir combien on a de bac+X, mais la réussite passera par une élévation des compétences. Et on ne peut pas dépasser un certain niveau d'emplois si derrière il n'y a pas les qualifications pour créer, encadrer", a complété Vincent Chriqui.

Sur toutes les lèvres comme l'une des solutions : l'alternance et l'apprentissage. Mais "pour que les Marseillais puissent acquérir un bon niveau de formation il faut que l'école soit à la hauteur. On n'y arrivera pas si on ne travaille pas sur les ruptures dès la primaires mais bien sûr aussi au collège et lycée" a averti Michèle Trégan (PS), conseillère régionale déléguée à l'Emploi. Ce qui nous renvoie à la manifestation de la semaine dernière contre les coupes dans une "éducation au rabais", mais aussi à la question des inégalités territoriales, avec un taux de diplômés qui plonge pour les 3e, 14e, 15e et 16e arrondissements de Marseille.



Cliquez sur l'image pour agrandir. Carte Agam.

Alors qu'il est d'usage de (seulement) la présenter comme une ville pauvre, l'étude rappelle qu'elle est aussi (avant tout ?) la grande ville la plus inégalitaire de France avec un écart de revenu entre les 10% les plus pauvres et les 10% les plus riches de 14 fois. Ce qui "a une incidence sur la capacité de mobilité géographique mais également sur la capacité à financer la garde des enfants", note le document. Et donc sur l'emploi. La mobilité, c'est justement le deuxième grand axe qui ressort de l'étude.

### Un marché du travail fragmenté

Avec ces éléments fournis par Patrick Tanguy : les habitants des zones plutôt défavorisées (CUCS) logent "souvent plus loin de leur emploi" (quand ils en ont un), utilisent plus souvent les transports en commun (et sont donc plus sensibles à l'offre) mais occupent également plus souvent des emplois atypiques (d'où un "recours à la voiture qui peut être indispensable, mais

son coût peut annuler l'intérêt d'un emploi peu rémunérateur").

Surtout, on saisit là l'intérêt d'une politique ambitieuse de transports en commun dans les zones peu desservies comme levier de l'accès à l'emploi. Faute de quoi "on se retrouve avec un marché du travail éclaté", où par exemple des offres dans le Sud ne seront pas accessibles à des habitants du Nord. Il faut "éviter d'être dans une situation où en plus de compétences limitées, les gens ne cherchent qu'à proximité", a résumé Vincent Chriqui.

Dernier constat, signé Isabelle Eynaud-Chevalier : l'emploi féminin, dont la progression "explique presque à elle seule l'augmentation du nombre d'emplois depuis 25 ans", est à la traîne avec tout juste une femme sur deux en 2008 contre 59% en France. Et si l'on considère les objectifs européens, "on a une marge de 20 points à Marseille qui fait qu'on tient là un axe très important. Il va falloir stimuler les Marseillaises et les entreprises", a-t-elle lancé. De quoi nourrir l'action des "décideurs" présents ce jeudi...

## MARSACTU.FR (suite)

Du 03 octobre 2011



### Le COE : qu'es aco ?

On vous explique... en commençant par vous présenter un autre "machin", dont il dépend : la MDEM, créée en 2008 pour rassembler et coordonner le mic-mac des acteurs dans ce domaine (Etat, collectivités, Pôle Emploi, AFPA, missions locales, chambres de commerce, des métiers...). Concrètement, tout ce petit monde essaie de regarder ce que fait l'autre puis décide de mettre en place des actions soit "par les partenaires en fonction des compétences et quand il existe un manque, nous rentrons dans notre rôle d'innovation pour monter les projets", explique Laurence Fontaine, sa directrice.

Exemple : un programme sur les métiers de bouche regroupant mission locale, Pôle Emploi et centre de formation des apprentis. "Nous allons voir les jeunes dans leurs quartiers pour leur faire découvrir ces métiers qui recrutent. Pui pendant tout le parcours on ne les lâche pas, pour qu'il n'y ait pas de rupture entre les structures", poursuit-elle.

### Un cerveau pour la politique de l'emploi

Et le COE dans tout ça ? Il en sera en quelque sorte le "cerveau", servant à "définir une stratégie, impulser les grande orientations de notre action", dit Jacques Rocca-Serra. Et notamment à établir régulièrement le diagnostic détaillé plus haut. Avec pour cela une composition "la plus exhaustive possible", indique l'élu : en plus des partenaires classiques s'ajoutent principalement les syndicats de salariés, d'avantage de représentants du monde économique (grandes entreprises etc.) et de l'université.

En tout, 150 membres, dont une quarantaine animera - entre les réunions en plénière pour faire le bilan une à deux fois par an - un comité de pilotage réduit, avec un travail articulé autour de quatre commissions correspondant aux enjeux identifiés par un diagnostic présenté à l'occasion de la première séance. Et si, comme sur la mobilité, un groupe existe déjà, il sera élargi au lieu de créer une nouvelle commission.

### Moyens et information

Pour quels effets ? Sur la mobilité, "c'est très difficile, requiert des sommes fantastiques", a reconnu Jacques Rocca-Serra. Mais pour Laurence Fontaine, on peut déjà faire beaucoup avec l'existant, notamment en terme d'information sur l'offre et les aides auxquelles les personnes ont accès. Actuellement, après une identification des besoins, la MDEM oriente également vers des formations, vient de se lancer dans le prêt de scooter électrique et réfléchit à des systèmes de navettes. Une bonne part de l'action de la MDEM consiste d'ailleurs à mutualiser les moyens déjà existants : "par exemple, le public n'a en général qu'un seul interlocuteur, cela lui permet de savoir ce qui existe ailleurs".

Même discours chez Isabelle Eynaud-Chevalier : "La politique de l'emploi, c'est un art de l'exécution. Nous avons beaucoup de moyens, de dispositifs il faut les faire connaître". Reste que, comme l'a souligné Jean-Pierre Moulard, président de la MDE Ouest Provence, "la loi de finances prévoit une baisse des crédits Travail-Emploi, je crains que comme l'an dernier nos élu soient obligés de mener un travail acharné pour sauver les budgets des MDE".

Bilan Presse Intermédiaire MDE au 05 octobre 2011



## MARSEILLE.FR

Du 29 septembre 2011

### Première séance du Comité d'Orientation pour l'Emploi

La Ville de Marseille et la **Maison** de l'**Emploi** ont installé officiellement le premier Comité d'Orientation pour l'Emploi, ce jeudi 29 septembre, à l'espace Bargemon.



Première séance officielle en présence de Jean-Claude Gaudin

La Ville de Marseille et l'ensemble des partenaires de la Maison de l'Emploi de Marseille ont décidé conjointement la création d'un Comité d'Orientation pour l'Emploi (COE), pour faire face à une situation socio-économique difficile en France.

La première réunion de cette instance stratégique a été officiellement lancée jeudi 29 septembre dans la salle du conseil municipal de l'espace Bargemon, par le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin.

Plus de cent cinquante décideurs et acteurs de l'emploi, de l'insertion et de l'économie étaient réunis dans l'hémicycle : acteurs publics et privés, représentants des partenaires sociaux, des entreprises et experts du monde universitaire (sociologues, économistes...).

Avec cette nouvelle instance, il s'agit d'impliquer les différents acteurs du secteur dans les problématiques de l'emploi, pour apporter de nouvelles réflexions stratégiques.

## MARSEILLE.FR (suite)

Du 29 septembre 2011

Ce comité opérationnel donne son avis sur les grandes orientations de la politique en faveur de l'emploi sur l'ensemble du territoire couvert par la Maison de l'Emploi. Il prend la décision de valider, corriger ou réorienter les propositions de la Maison de l'Emploi et le plan d'action de chaque année.

Une instance opérationnelle et décisionnelle

Pour Laurence Fontaine, directrice de la Maison de l'Emploi, "il ne s'agit pas d'une instance de plus venant se greffer aux autres, mais d'une instance opérationnelle dont la plus-value sera évaluée concrètement".

Le Comité d'Orientation pour l'Emploi a pour vocation à être rationnel et efficace :

- une instance plénière se réunira une à deux fois par an pour actualiser le diagnostic, faire le point sur les actions en cours et accueillir des intervenants extérieurs
- une instance de pilotage se réunira quatre fois par an
- quatre commissions, correspondant aux quatre enjeux de la **Maison de l'Emploi**, qui se réuniront autant que nécessaire pour mener à bien leurs travaux, sous la responsabilité d'un Président de commission volontaire.

L'emploi : une préoccupation première

L'emploi est la préoccupation première du gouvernement et de l'ensemble des collectivités territoriales du pays, en particulier de la Ville de **Marseille**.

Cette création s'inscrit donc dans le cadre de la politique volontariste de lutte contre le chômage menée activement par la municipalité.

La **Maison de l'Emploi de Marseille**, présidée par Jacques **Rocca Serra**, est un outil précieux pour l'ensemble des acteurs du secteur de l'emploi et de l'insertion. Mobiliser, fédérer et motiver, sont autant d'actions et de moyens mis en place par la **Maison de l'Emploi**, pour lutter concrètement contre le chômage sur tout son territoire.



Conférence de presse

29 septembre 2011

**MERIDIENMAG.FR**

**Du 03 octobre 2011**

## Marseille se dote d'un comité d'orientation pour l'emploi - Bouches-du-Rhône

Comme lui assigne le cahier des charges national des maisons de l'emploi pour 2011-2014, la Ville de Marseille a installé son comité d'orientation pour l'emploi.

L'instance, qui chapeautera l'action de la **Maison** de l' **emploi** créée en 2009, réunira l'ensemble des intervenants institutionnels de l'emploi, aux côtés des représentants du monde de l'entreprise et des universitaires.

Le maire, Jean-Claude Gaudin, qui a saisi l'occasion de cette installation pour présenter son bilan économique, s'est défendu de vouloir se substituer aux institutions compétentes : "La municipalité souhaite travailler avec tous les intervenants afin de préserver l'emploi des **Marseillais** et d'accroître l'offre".

Le comité, censé coordonner les politiques publiques pour l'emploi, se réunira une à deux fois par an en plénière. Cette première session visait d'ores et déjà à valider le premier diagnostic emploi-formation des communes de Marseille, **Allauch**, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons.

Jacques **Rocca** -Serra, président de la **Maison** de l' **emploi**, a dénombré 475 organismes en charge de l'emploi sur le territoire et a identifié quatre enjeux décisifs pour améliorer la situation locale : accentuer l'attractivité du territoire, évaluer le niveau de qualification des publics, améliorer la mobilité et garantir l'égalité des chances. C'est sur ces défis que travailleront le comité de pilotage et les commissions techniques du nouvel organisme afin d'assurer le suivi et l'évaluation permanente des réflexions et actions engagées.

Caroline Garcia

Photo : Jean-Claude Gaudin a défendu son bilan économique aux côtés de Jacques **Rocca** -Serra, le président de la **maison** de l' **emploi** de **Marseille**.

*Bilan Presse Intermédiaire MDE au 05 octobre 2011*

